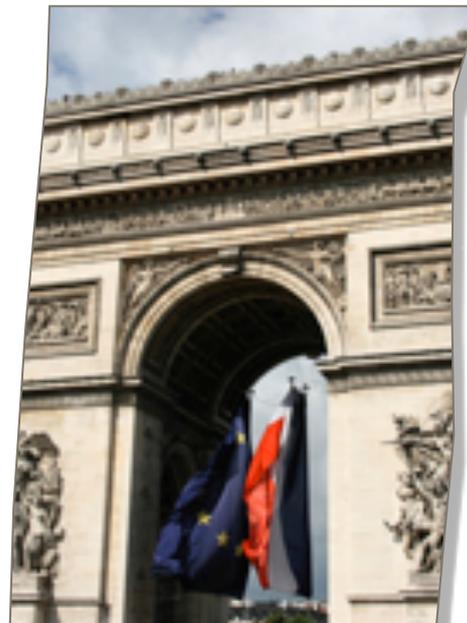


LA PRESSE EN REVUE...



SOMMAIRE

- 1) J'ai un regret !!
- 2) Et si...
- 3) Autre point de vue sur...
- 4) Le nouveau Parti Démocrate
- 5) Il rend visite aux mal-logés
- 6) RDV en 2017 !...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Hollande l'admet: il n'aurait pas dû supprimer la TVA Sarkozy



Le président François Hollande, lors de la semaine des Ambassadeurs le 25 août 2015 à L'Élysée à Paris (Photo PHILIPPE WOJAZER.AFP)

Dans un livre à paraître mercredi, le chef de l'Etat confesse des erreurs commises en début de quinquennat.

François Hollande admet être allé «trop loin» en supprimant dans les premiers mois de son quinquennat la hausse de TVA projetée par Nicolas Sarkozy, dans un ouvrage de la journaliste Françoise Fressoz (Le Monde) à paraître mercredi. Si c'était à refaire ? «Je ne serais pas allé aussi loin, j'aurais gardé l'augmentation de la TVA décidée par Nicolas Sarkozy pour boucler le budget qu'il nous avait laissé», a concédé le chef de l'État dans un entretien à l'auteur de ce livre intitulé Le stage est fini (Albin Michel).

«On paie souvent la première loi de finances rectificative, relève-t-il encore. Pour Sarkozy, c'était la loi travail, emploi, pouvoir d'achat (loi TEPA et son «bouclier fiscal», ndlr) interprétée comme un cadeau fiscal» et qu'il «a payée tout son quinquennat». «Nous, on a payé les 11 milliards d'impôts nouveaux levés à notre arrivée», admet-il encore.

Mais il assume pleinement son «choix le plus lourd», à savoir «l'acceptation du traité européen» qu'il assurait vouloir renégocier pendant la campagne de 2012. Et «la rupture avec la majorité intervient là, pas plus tard». «J'ai accepté le traité pour situer la France au cœur de l'Europe et non en marge», se défend-il, rejetant les appels de ceux, à gauche, qui prônaient un «affrontement avec Merkel». «Qu'est-ce que ça aurait changé ? Je n'aurais obtenu aucun gain sur le plan budgétaire, j'aurais créé une déstabilisation dans la zone euro, j'aurais suscité une marginalisation de la France», dit-il.

François Hollande fait aussi un aveu : «J'ai engagé des réformes qui ne sont pas toutes de gauche mais servent l'intérêt général.» Il «met aussi à (son) crédit» l'absence de mouvement social majeur tout en constatant que «le mécontentement est passé par les urnes» (municipales, européennes et départementales).

«On est le pays où on parle le plus de réforme et on en fait le moins» mais «le sang, la sueur et les larmes, ça ne marche pas», insiste-t-il. «Depuis Raymond Barre en 1976 (...) les gens disent "on a déjà donné, on n'a plus de sang, on n'a plus de sueur, on n'a plus de larmes", donc ça n'opère plus (...) Ce n'est pas parce qu'on ne dramatise

pas qu'on ne réforme pas», assure encore le chef de l'Etat, qui revendique «beaucoup plus de réformes de structure» que ses prédécesseurs. Autre pique à Nicolas Sarkozy: il «mobilise très bien son camp, mais il est le candidat le moins rassembleur du pays».

AFP



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Charte de la laïcité : et si les parents ne signent pas ?

Par L'Obs

Pour la troisième rentrée des classes préparée par la gauche, l'accent a été mis sur la morale, le civisme et la laïcité. Une charte doit même être signée par les parents.



La ministre de l'Education, Najat Vallaud-Belkacem, dans une école primaire de Gennevilliers lors de la rentrée scolaire le 3 septembre 2014. (BERTRAND GUAY / AFP)

Les 12 millions d'élèves ont commencé leur rentrée ce mardi. Comme chaque année, ils devront s'adapter à quelques nouveautés. Mais l'une d'entre elles fait particulièrement débat : la charte de la laïcité doit désormais être signée par

les familles.

Affichée depuis 2013 dans toutes les écoles et les établissements scolaires publics, ce document de 15 articles tient sur une page et rappelle, entre autres, qu'il n'y a pas de religion d'Etat, que chacun est libre de croire ou de ne pas croire, ou encore que les enseignements sont laïques.

A sa sortie, la charte avait été saluée par la majorité des enseignants. L'engouement n'est plus le même quand il s'agit de demander une signature aux parents. "Si quelqu'un refuse de signer, on fait quoi ? On engage des poursuites ?", demande un professeur sur internet, selon "Le Monde". Une question soulevée sur Twitter également.



renaud epstein @renaud_epstein

Si, en tant que parent d'élève, je refuse de signer la charte de la laïcité, il se passe quoi ? Mes gamines doivent s'inscrire au CNED ?

"Laïcité c'est de facto la loi ! Et si on signe pas ???", se questionne un autre utilisateur du réseau social. "Nous ne faisons pas un comptage des signatures", précise-t-on dans l'entourage de la ministre de l'Education, Najat Vallaud-Belkacem.

“ Si un parent refuse de signer, il rencontrera les équipes pédagogiques pour en parler. On n'est pas dans une optique de contrainte, si ça provoque du débat on discutera. Il est très important que les parents soient associés à la pédagogie de la laïcité. ”

Michel Richard, secrétaire adjoint du syndicat des personnels de direction de l'Education nationale (SNPDEN-UNSA), précise la démarche :

“ Ce n'est pas une signature d'approbation. Elle indique seulement que la personne a pris connaissance du document. ”

Pour ce principal d'un collège versaillais, la nouvelle mesure est louable. "On est favorable à tout ce qui peut contribuer à la laïcité", explique-t-il avant de tempérer :

“ L'acte est intéressant mais sa portée a des limites. Il ne faut pas croire que toutes les

questions posées seront résolues d'un coup de baguette magique. ”

Un rappel à la loi

De son côté, Rodrigo Arenas, le représentant de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) de Seine-Saint-Denis, ne signera pas. "Un parent qui ne respecte pas la laïcité ne respecte pas la loi et il aura affaire la justice. Pas la peine de signer une charte pour ça", estime-t-il. "Le problème est pris à l'envers" :

“ En Seine-Saint-Denis, quand on parle laïcité, on parle Islam. Alors il faut faire attention à ne pas stigmatiser certaines personnes. On ne peut pas convoquer des parents en tête à tête parce qu'ils ont refusé de signer. Ça ressemble à une punition, c'est ubuesque ! ”

Selon lui, ajouter la charte au règlement intérieur apporte un signal négatif. "Dans un règlement intérieur, on vous rappelle ce que vous n'avez pas le droit de faire, donc on donne l'impression que la charte est coercitive. »

"Ce n'est pas un dogme"

Encore faut-il vraiment lire la charte, estime Samia (*), professeur principal dans un collège de Seine-Saint-Denis. "Je ne suis pas certaine que les parents regardent dans le détail des documents comme des règlements intérieurs." Alors y intégrer la charte de la laïcité ? "Pas le plus important" :

“ Ce qui compte vraiment c'est l'apprentissage de la laïcité par les élèves. Mais on le faisait bien avant la mise en place de cette charte. Il faut leur enseigner le vivre ensemble, les pousser à échanger, les faire réfléchir. Il ne faut pas lâcher. ”

C'est un travail qu'elle pratique au quotidien. "Indiquer à un enfant que la croix qu'il porte autour du cou ne doit pas être visible à l'école. Rappeler à ces jeunes filles que le port du voile est interdit dans l'établissement..."

Et la tâche qui n'incombe pas uniquement aux enseignants, rappelle Rodrigo Arenas. "La laïcité ce n'est pas un dogme. C'est quelque chose de libre qui se travaille jour après jour avec les associations, les élus, les parents et évidemment les enfants."

III) François Hollande entame un début de bilan en regrettant d'avoir supprimé la TVA sociale de Sarkozy

Rédaction Le HuffPost avec AFP



François Hollande fait son bilan et regrette d'avoir supprimé la TVA sociale de Sarkozy | AFP

Le droit d'inventaire existe-t-il en cours de quinquennat? La question s'était posée notamment en mai dernier, lorsque Manuel Valls avait estimé que "la baisse du budget de la culture était une erreur". François Hollande lui-même la remet au goût du jour dans un ouvrage de la journaliste Françoise Fressoz (Le Monde) à paraître mercredi 2 septembre, où il fait en partie son autocritique.

"Je ne serais pas allé aussi loin, j'aurais gardé l'augmentation de la TVA décidée par Nicolas Sarkozy pour boucler le budget qu'il nous avait laissé", concède notamment le chef de l'État à propos de la TVA sociale voulue par son prédécesseur, dans un entretien à l'auteur de ce livre intitulé "Le stage est fini" (Albin Michel).

"On paie souvent la première loi de finances rectificative", relève-t-il encore. "Pour Sarkozy, c'était la loi travail, emploi, pouvoir d'achat (loi TEPA et son "bouclier fiscal", ndlr) interprétée comme un cadeau fiscal" et qu'il "a payée tout son quinquennat". "Nous, on a payé les 11 milliards d'impôts nouveaux levés à notre arrivée", admet-il encore.

Son "choix le plus lourd", le traité européen

Lors de ses 100 premiers jours au pouvoir, François Hollande a contribué au détricotage partiel de l'héritage de Nicolas Sarkozy, avec

notamment la fin de l'exonération des heures supplémentaires, le rétablissement de la retraite à 60 ans (pour les carrières longues) ou encore l'abrogation du très décrié bouclier fiscal.

Mais il assume pleinement son "choix le plus lourd", à savoir "l'acceptation du traité européen" qu'il assurait vouloir renégocier pendant la campagne de 2012. Et "la rupture avec la majorité intervient là, pas plus tard". "J'ai accepté le traité pour situer la France au cœur de l'Europe et non en marge", se défend-il, rejetant les appels de ceux, à gauche, qui prônaient un "affrontement avec Merkel".

"Qu'est-ce que ça aurait changé ? Je n'aurais obtenu aucun gain sur le plan budgétaire, j'aurais créé une déstabilisation dans la zone euro, j'aurais suscité une marginalisation de la France", dit-il.

"Des réformes pas toutes de gauche"

François Hollande fait aussi un aveu: "J'ai engagé des réformes qui ne sont pas toutes de gauche mais servent l'intérêt général." Il "met aussi à (son) crédit" l'absence de mouvement social majeur tout en constatant que "le mécontentement est passé par les urnes" (municipales, européennes et départementales). "On est le pays où on parle le plus de réformes et on en fait le moins" mais "le sang, la sueur et les larmes, ça ne marche pas",

insiste-t-il.

"Depuis Raymond Barre en 1976 (...) les gens disent 'on a déjà donné, on n'a plus de sang, on n'a plus de sueur, on n'a plus de larmes', donc ça n'opère plus (...) Ce n'est pas parce qu'on ne dramatise pas qu'on ne réforme pas", assure encore le chef de l'Etat, qui revendique "beaucoup plus de réformes de structure" que ses prédécesseurs.

Autre pique à Nicolas Sarkozy: il "mobilise très bien son camp, mais il est le candidat le moins rassembleur du pays", estime le chef de l'Etat. À droite, des voix s'étaient élevées pour réclamer un droit d'inventaire du mandat de Nicolas Sarkozy, suscitant un vif débat au sein de l'UMP. Il s'est transformé en "simple débat", soulignait Le Monde en octobre 2013.

Rédaction Le HuffPost avec AFP

IV) A La Rochelle, Valls et ce qui reste du PS se muent en parti démocrate

Par Stéphane Allières

Deux mois après le congrès de Poitiers, le parti socialiste continue son évolution vers le centrisme. Assumant une rupture stratégique définitive avec les partis de gauche, le premier ministre a tracé lors de son discours de clôture les contours d'un « rassemblement des progressistes ».

De notre envoyé spécial à La Rochelle.- Fin d'une histoire au parti socialiste. Dans une ambiance tristounne et sans entrain, l'université d'été de La Rochelle a connu ce week-end une édition oscillant entre résignation des militants les plus critiques et soutien tranquille au gouvernement des autres. Pourtant, les discussions de couloirs et le discours de Manuel Valls très applaudi ce dimanche ont laissé entrevoir la mise en œuvre d'une nouvelle configuration politique par le pouvoir en place. Et si le parti peut affirmer sortir du week-end en rang

resserré, c'est au détriment d'une restriction assumée de son influence sur l'ensemble de la gauche.

Sur le fond, le post-socialisme est en marche. Le mot "social" n'est plus dans aucune bouche ministérielle ni dans aucun thème de débat. À la tribune, le premier ministre a martelé le nouveau mantra de son action : « constance et volontarisme », déclinant tout un ensemble de « valeurs » tournant autour du monde tel qu'il le voit. « 11 janvier. Retour de la croissance. Ces faits disent nos priorités », a-t-il entamé. Au fil des minutes, il évoque pêle-mêle une future remise en cause du code du travail, « si complexe qu'il est devenu inefficace », fait l'éloge de « la responsabilité, la stabilité, la protection », indique que « payer des impôts c'est normal, [mais] payer trop d'impôts c'est injuste ». Et conclut : « On peut lever des contraintes tout en protégeant, c'est ça la gauche ! »

Rien de fondamentalement neuf dans la bouche de Valls. Mais il n'a plus désormais à imposer sa « modernité » dans le parti, puisque ce qu'il reste du PS semble nommer « gauche » le vallsisme. Désormais, on ne parle plus que d'efficacité économique, de compétitivité dans la mondialisation, de laïcité ou d'ordre républicain.

Il n'est plus question de provocations de la part de Manuel Valls, comme on l'entendait en coulisses l'an dernier après son « J'aime l'entreprise » devant le Medef. Mais bien d'une nouvelle ligne politique, certes aussi peu débattue et tranchée que le fut la confrontation idéologique du dernier congrès de Poitiers.

Les sifflets ne viennent quasiment plus perturber les interventions ministérielles (hormis quelques militants du MJS lors du dîner de clôture à huis clos), les frondeurs n'ont pas fait l'effort de venir (à quelques exceptions), comme Martine Aubry ou Arnaud Montebourg.

« Ils ont réussi à nous fatiguer et à nous décourager », admet dans un soupir l'un des chefs de file de l'aile gauche du parti. De son côté, le premier signataire de la motion B du dernier congrès, Christian Paul, donne rendez-vous en « mai 2016 », pour faire le point sur l'évolution de la situation, et le bilan du débat budgétaire interne, des régionales et de l'orientation choisie par l'Élysée jusqu'à la présidentielle de 2017.

En fait, c'est comme si la transition vers un parti démocrate (au sens italien ou américain du terme) du socialisme au pouvoir était achevée, sans jamais avoir été décrétée. À la tribune, Manuel Valls emploie le terme de « rassemblement des progressistes », pompeusement nommée « belle alliance » par Cambadélis, et évoque l'écriture « d'une nouvelle page de la social-démocratie ». Le locataire de Matignon veut désormais que tout le monde soit « fier de cette gauche qui revendique la Nation, la patrie, la laïcité », qui « n'a aucune leçon à recevoir en matière de sécurité » et qui « refuse la facilité d'accumuler la dette ».

Les slogans sont creux, les mots n'ont plus vraiment de sens, et les situations surréalistes s'enchaînent. Les trois débats du samedi après-midi sur la République (découps – avec une inventivité folle – entre « liberté », « égalité » et « fraternité ») ont tourné court d'un point de vue théorique, pour se résumer à un grand concours d'enfonçage de portes ouvertes et de présentation de bilans ministériels sans contradictions. Quand Jean-Christophe Cambadélis prononce le nom de Hollande, une Marseillaise “spontanée” est entonnée par la salle, sans qu'on en comprenne franchement le sens. Samedi, Christiane Taubira s'est définitivement imposée comme la meilleure alliée de ce parti démocrate qui se dit encore socialiste, emportant une nouvelle fois l'applaudimètre militant, notamment quand elle déclare : « Lorsque la gauche s'éloigne des catégories populaires, elle devient infidèle à elle-même. » La même était ensuite au premier rang, pour applaudir à tout rompre le discours de Manuel Valls.

Quant au premier ministre, il semble pouvoir tout dire, l'assistance qui s'est déplacée (plus de 2 000 militants) ne semble être là que pour l'ovationner. Il stigmatise le manque de patriotisme de Marine Le Pen, au nom de son opposition à la loi renseignement. Après que la salle a observé une minute de silence pour les migrants morts récemment, il affirme sa volonté de « fermeté » face à « l'immigration économique » (qu'il distingue du droit d'asile), et son intention de « renforcer les politiques de retour ». Il peut même exprimer « tout [s]on soutien à Alexis Tsipras », car « il a fait le choix de réformer plutôt que la fuite en avant ».

Pour Valls, ces six derniers mois en Grèce sont « une leçon politique et éthique pour toutes les gauches en Europe ». Sans avoir même besoin de l'exprimer, preuve serait faite qu'il n'y a pas d'autre politique possible, et tout le monde

semble acquis à l'idée dans le parti. Il ne resterait plus qu'à s'adapter stratégiquement.

« **Recomposition face à une “gauche gauchisante”** »

Comme souvent, celui qui explique la situation avec le plus de franchise s'appelle Claude Bartolone. Le président de l'Assemblée nationale explique : « Il n'y a pas d'envie dans le pays et ça peut être la chance de Hollande. Il n'y a pas d'envie d'extrême droite, pas d'envie de droite, pas d'envie non plus des socialistes. Mais quand il n'y a pas d'envie, c'est celui qui exerce le pouvoir qui a la meilleure carte du jeu. Celle qui permet d'être celui qui rassure. » Pour éliminer la concurrence à gauche, Jean-Christophe Cambadélis se charge, lui, d'appeler à l'unité sans discussion : « Face à la France réactionnaire, la gauche a l'obligation de s'unir. Quand on est confronté au Front national, on ne plaisante pas avec ça ! »

Mais de retour de la gauche plurielle, il n'est plus vraiment question. Le choix semble être fait de privilégier en effet la création d'un cartel électoral au centre de l'échiquier politique, avec le PRG de Jean-Michel Baylet, le Mouvement progressiste de Robert Hue et un rassemblement des personnalités écologistes-centristes (de Jean-Luc Bennahmias à Corinne Lepage, en passant par les écologistes démissionnaires Jean-Vincent Placé et François de Rugy). « On essaie de faire une recomposition face à une “gauche gauchisante”, confie une ministre. Hollande est en train de faire le deuil du retour de Dufflot au gouvernement. »

Avec le parti écologiste, la rupture semble aussi consommée. Un atelier sur le bilan de l'accord EELV-PS a tourné au pugilat entre Jean-Marie Le Guen, opportunément dépêché pour la circonstance, et David Cormand et Eva Sas. Quant aux communistes, ils ne sont même plus cités quand sont évoqués les partenaires traditionnels. Et au-delà d'incantations unitaires et de formules culpabilisatrices (« À force d'aller à gauche, on finit à droite », a ainsi dit Valls, sur le ponton de L'Hermione, en marge du rassemblement socialiste), les régionales pourraient bien s'achever en chef-d'œuvre de désunion entre les forces gouvernementales et le reste de la gauche.

Seule la présidente du MJS, Laura Slimani, aura tenté lors de son discours d'appeler à la raison : «

Le moteur de l'union de la gauche, cela ne peut pas être uniquement l'agitation du péril de l'extrême droite. Ce qui unira la gauche, comme par le passé, c'est un projet commun de transformation. » Et d'estimer « plus facile » de rallier les écologistes en mettant fin « aux subventions au diesel », ou les communistes en réaffirmant « notre volonté de toujours faire primer la loi sur le contrat, le droit du travail sur l'accord d'entreprise ». À ses yeux, « le choix de l'électorat de gauche sera plus facile en 2017, si nous ouvrons la PMA aux couples lesbiens, si nous supprimons Hadopi comme nous l'avons promis, si nous réorientons une partie du CICE vers le pouvoir d'achat ». Mais elle a peu de chances d'être entendue...

« Désormais nous avons intérêt à faire alliance avec des "Verts de gouvernement", qui acceptent de ne pas gagner tous leurs arbitrages, estime ainsi un proche de Hollande. On va attendre de voir s'ils parviennent à se structurer, puis voir s'il y a lieu de les intégrer au gouvernement. » Plusieurs dirigeants socialistes rencontrés semblent encore s'illusionner sur la capacité des « écolos-réalistes » à créer un rassemblement d'envergure, quand leur nombre actuel ne dépasse pas le millier de militants, tous groupuscules et personnalités compris. À La Rochelle, le Front démocrate a ainsi réuni jeudi et vendredi entre 60 et 200 personnes (selon les moments de la journée où Jean-Luc Bennahmias s'essayait à une estimation).

Mais qu'importe, « la perception de l'orientation de gauche, c'est ce qui fera le premier tour, explique un ministre hollandais de longue date. Pour cela, l'efficacité, les résultats économiques et sociaux sont un préalable, mais ne suffiront pas : il faudra aussi être présent sur la question environnementale, la justice sociale et la morale, et ne pas faire d'erreurs sur le "sécuritaire" ». Et comme l'indique une de ses collègues : « En l'état, même avec une gauche fracturée, ce n'est pas si injouable pour 2017. »

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Quand Pierre Richard rend visite aux mal-logés

Charles Thiéfaïne



AFP

Le célèbre acteur est venu apporter son soutien aux expulsés et expulsables installés place de la République, à Paris, à l'initiative du DAL. Il a dénoncé un pays « sous-développé moralement ». « Je ne suis pas venu pour tenir un discours politique, mais un discours de l'humaniste que j'essaie d'être. » Un grand blond sur la place de la République. Lundi soir, les militants parisiens de Droit au logement (DAL) ont reçu une petite visite de Pierre Richard. Lors d'une précédente action, l'acteur avait échangé son numéro de téléphone avec Jean-Baptiste Eyraud, le président de l'association, et promis de venir s'il lui demandait. Il a tenu parole.

« La France est sous-développée moralement », a souligné Pierre Richard en arrivant sur le campement de fortune installé dans la capitale depuis le 31 juillet. Près d'une centaine de personnes dorment ici en attendant un logement. Exposés aux yeux de tous sur la place de la République, expulsés et expulsables cohabitent avec la ferme intention de faire respecter leurs droits. « Tout le monde a le droit à un logement, a souligné le comédien. Voir tous ces gens dehors sans solution, c'est terrifiant. »

Leur nombre a nettement augmenté ces derniers mois. Une situation qui « fait tristement penser à l'année 2005, rappelle Jean-Baptiste Eyraud. Une multitude d'expulsions avaient été menées en Ile-de-France, sous la direction de Sarkozy », alors ministre de l'Intérieur.

Beaucoup de manifestants installés place de la République devraient bénéficier de la loi sur le droit au logement opposable (DALO) et être relogés sans aucune difficulté. Mais la réalité est toute autre. C'est le cas de Fasia. Une mère de quatre enfants qui passent ses journées sur la place. « Suite à des accrochages avec notre voisin, la société d'HLM nous a poursuivis en justice, raconte-t-elle. Nous avons gagné en première instance mais elle a fait appel et on a perdu. Nous allons être expulsés et devons quitter les lieux le 20 septembre alors que mes enfants effectuent leur rentrée scolaire... » Elle ajoute : « J'ai toujours payé mon loyer. Mes droits ne sont pas respectés et je me retrouve dans la rue. »

Alors que de nombreux logements restent vacants, des familles entières sont mises dehors ou menacées d'expulsions sans réelle perspective. « Le logement a toujours été un moyen de faire de l'argent, explique Jean-Baptiste Eyraud. Ce n'est pas une priorité pour l'Etat de reloger ces personnes et on assiste à des expulsions plutôt qu'à des relogements couteux. » Mardi soir, les militants du DAL de la place de la République devaient être reçus à la mairie de Paris.

En avril dernier, l'association avait réussi à reloger près de 250 familles suite à une même action de solidarité, toujours place de la République. Ce même mois, la Cour de justice européenne avait condamné la France pour non-respect de la loi Dalo. Quelques succès encourageants.

L'Humanité.fr

VI) Jérôme Sainte-Marie: «En 2017 le clivage droite-gauche laissera la place au clivage peuple- élite»

Par Vincent Tremolet de Villers - lefigaro.fr



FIGAROVX/GRAND ENTRETIEN. Spécialiste de l'opinion et analyste politique Jérôme Sainte-Marie publie un passionnant essai sur la recomposition politique à laquelle nous assistons en France et en Europe.

Diplômé de Sciences Po Paris et d'une licence d'histoire, Jérôme Sainte-Marie a travaillé au Service d'Information du Gouvernement et à l'institut Louis Harris. Il a ensuite dirigé ensuite BVA Opinion de 1998 à 2008 puis CSA Opinion de 2010 à 2013. Il a fondé en parallèle l'institut iSAMA en 2008.

Il dirige actuellement Pollingvox, une société d'études et de conseil spécialisée dans les enjeux d'opinion, fondée en 2013. Il publie ces jours-ci, Le nouvel ordre démocratique (Editions du Moment).

En 1992, Charles Pasqua déclarait après la défaite du traité de Maastricht, «plus rien ne sera jamais comme avant». Il est mort au juillet 2015 et le clivage droite /gauche domine toujours la politique française...

L'invariant dans une démocratie représentative, c'est la présence d'une majorité au pouvoir et d'une minorité dans l'opposition. Il s'agit d'un dispositif résultant de la logique électorale, rien de plus. Quant au clivage entre une gauche et une droite, s'il a structuré la vie politique européenne sur l'essentiel du XXème siècle, il n'a rien d'inévitable. Sur la durée, il est frappant de constater la variation du contenu idéologique de cette opposition formelle. Cependant, ce clivage s'est à peu près maintenu tant que les principaux partis de gauche et de droite ont réussi à persuader les citoyens qu'ils étaient en conflit sur les principaux enjeux. Le problème aujourd'hui est que l'opinion française a de plus en plus le sentiment qu'ils sont d'accord sur l'essentiel, tout en se disputant sur l'accessoire. La succession rapide des alternances à la tête du pays a favorisé cette perception, car les différences entre les politiques publiques réellement menées ont semblé très proches, et leurs résultats décevants. A l'inverse, une troisième force, qui est tenue en lisière du pouvoir, propose une vision du monde et une politique alternatives. En s'emparant de sujets sur lesquels la gauche et la droite de gouvernement ne se dissocient plus guère, le Front national déstabilise l'ordre électoral ancien.

Vous considérez comme très probable la présence du FN au second tour en 2017. Pourquoi?

Tout d'abord, depuis des mois les sondages d'intentions de vote indiquent tous la qualification de Marine Le Pen pour le second tour. Si certains d'entre eux enregistrent qu'elle serait talonnée ou même dépassée par le candidat principal de la droite, selon la personnalité testée comme candidat des Républicains, à chaque fois la candidate frontiste serait hors de portée du candidat socialiste. Cette raison n'est bien sûr pas suffisante, car l'on sait la fragilité d'un choix politique exprimé hors contexte électorale, et à

près de deux ans de l'échéance. C'est pourquoi il faut se pencher sur les élections qui ont eu lieu depuis 2012, et à chaque fois l'affaissement de la gauche sur elle-même s'est amplifié, cependant que le Front national raffermissait son emprise. Par exemple, le fait que les listes lepénistes aient rassemblé un quart des suffrages exprimés aux européennes comme aux départementales constitue un indice révélateur, car il s'agit dans les deux cas de scrutins moins favorables au Front national que ne l'est l'élection présidentielle. Enfin, si l'on considère les facteurs explicatifs de ses succès, et des revers de la gauche, on ne voit pas de raisons à ce qu'ils disparaissent d'ici au printemps 2017.

Les querelles de famille peuvent-elles freiner cette ascension?

Le vote pour le Front national n'est pas un mouvement d'humeur, mais un choix mûri et réitéré, autant que celui en faveur du Parti socialiste ou des Républicains. De plus, une majorité de Français estiment aujourd'hui que le parti dirigé par Marine Le Pen devrait être considéré comme «un parti comme les autres». A tort ou à raison, les positions frontistes sur l'immigration, l'identité nationale ou la sécurité sont largement approuvées. Il s'agit d'un socle solide. De plus, depuis plus d'un an, la quasi-totalité des sympathisants frontistes interrogés dans les sondages voient en Jean-Marie Le Pen un obstacle plutôt qu'un atout. Certes, la forme qu'a pris le conflit interne entre lui et la direction du parti aura troublé plus d'un militant. Le prix à payer pour Marine Le Pen pour son émancipation politique paraît cependant faible. Sur la durée, ces épisodes tumultueux favoriseront l'idée d'un profond renouvellement idéologique, et rendront intenable l'ostracisme dont ce parti fait l'objet. En fait, le principal risque électoral serait plutôt que la normalisation du Front national aille trop loin, alors que son attractivité repose en partie sur son opposition affichée au système politique.

A vous lire la gauche a perdu beaucoup d'intellectuels, d'ouvriers, une partie des professeurs, que lui reste-t-il?

Le secret des renaissances successives de la gauche réside dans la croyance qu'elle était la protectrice du salariat, contre une droite qui aurait défendu la rente et le profit. Aussi près qu'en 2012, François Hollande avait réussi à se faire élire en brocardant son adversaire comme «Président des riches». Au second tour, parmi les

ouvriers, 58% des suffrages exprimés se sont portés sur le candidat socialiste. Cette croyance en la gauche s'est aujourd'hui effondrée, le monde du travail ne se sentant guère défendu contre les assauts du chômage et la concurrence de la main d'œuvre étrangère, y compris dans le cadre européen. Les ouvriers et les employés sont bien plus critique à l'égard du pouvoir socialiste que ne le sont les cadres ou les retraités. Autre pilier, les fonctionnaires sont atteints par le doute, y compris les enseignants. Enfin le monde de la culture et du spectacle, très dépendant de la dépense publique, redoute la contraction de celle-ci et se sent moins défendu par la gauche. Les fidélités électorales envers le parti socialiste se défont, comme l'atteste lors des scrutins récents la sur-abstention de ses anciens électeurs. Or, si la gauche ne parvient plus à être identifiée comme la défenseuse de larges groupes sociaux, elle risque d'être ballotée au fil des élections comme un bateau sans quille. La proclamation de «valeurs» abstraites, hors sol, ne lui serait pas alors d'un grand secours.

Hollande est-il le fossoyeur de la gauche?

Le tournant qu'a imposé à la gauche François Hollande avec la proclamation du «pacte de responsabilité» doit être pris au sérieux. Même si la concrétisation de celui-ci devait être modeste, le traumatisme subi par son électorat est considérable. La nouvelle ligne proclamée par le pouvoir socialiste revient à considérer que la gauche a eu tort durant des décennies en matière de politique économique et sociale. Son problème est qu'il n'a pas d'électorat de rechange. Il faut voir plus loin: c'est tout le clivage gauche-droite qui est miné par cette reddition idéologique. Et le recul annoncé de l'Etat amène les catégories sociales les plus vulnérables vers d'autres horizons que la sociale-démocratie, par exemple vers la préférence nationale. J'insiste sur le fait que l'aveu que constitue le «pacte de responsabilité» atteint la crédibilité du projet social de toute la gauche, et pas seulement du Parti socialiste.

Les gauches type Syriza ou Podemos ont-elles un avenir en France? Si ce n'est pas le cas, pourquoi?

Vu la crise sociale et politique que connaît la France, le recul de toute la mouvance à gauche du Parti socialiste suscite l'interrogation. Beaucoup plus que les différences entre les systèmes électoraux ou bien entre les personnalités, je crois que la clef de cette énigme se trouve dans

l'histoire politique des différents pays. Entre France, depuis 1945, l'extrême-gauche, à commencer par le Parti communiste, a été intégré au régime, participant à la construction de notre système social, et parfois même au gouvernement. A l'inverse, l'extrême-droite en a été tenu à l'écart. La situation est tout autre, et même symétriquement opposée, en Espagne ou en Grèce. Le sentiment que la société française est dans l'impasse atteint pour cela toute la gauche, mais non le Front national, justement parce qu'il n'a pas de bilan à justifier. A l'inverse, ailleurs, Podemos ou Syriza peuvent prétendre constituer des alternatives nouvelles.

Vous écrivez que la gauche fixe sa doctrine sur l'égalité et la droite sur l'identité, pouvez-vous préciser cette classification?

En réalité l'une comme l'autre se sont d'abord attachés à promouvoir l'égalité, mais tandis que la droite mettait l'accent sur l'égalité civile entre les individus, la gauche se proposait d'établir l'égalité sociale entre les groupes. Il en va tout autrement aujourd'hui. L'identité nationale ou l'identité de classe ont été délaissées au profit d'une identité européenne évanescence, et d'identités religieuses, ethniques ou sexuelles virulentes. On reconnaît ici l'obsession contemporaine pour la «diversité» ou pour la «parité». L'imaginaire national et républicain s'en trouve bouleversé. Tout se passe comme si les reculs en matière économique et social devaient être compensés par la distribution de privilèges à des groupes ciblés, selon un modèle anglo-saxon. Les élites applaudissent, mais les catégories populaires s'inquiètent de cette reformulation du discours politique français, autrefois universaliste. Comme elle est au pouvoir et comme elle beaucoup plus engagé dans cette voie, la gauche est particulièrement déstabilisée par le «marché aux identités» qu'elle a ouvert.

Vous ne croyez pas à la tripartition. A quoi peut ressembler la nouvelle bipolarité?

A défaut de proportionnelle aux législatives et avec une élection du président de la République au scrutin universel direct, la tendance au clivage binaire est la plus forte.

Sous le mandat de François Hollande, le Front national s'est hissé à un niveau électoral proche de celui de la gauche ou de la droite.

Le génie est sorti du flacon où il avait été maintenu durant trente ans, avec des scores significatifs mais éloignés de la qualification pour le second tour, l'accident du 21 avril 2002 mis à part. Désormais, comme l'ont montré les élections départementales, le Front national impose sa présence au tour décisif. Telle est aussi l'hypothèse vraisemblable pour la présidentielle de 2017. Ce sera le moment de vérité. Le courant politique qui sera éliminé à l'issue du premier tour, la droite ou plus probablement la gauche, entrera dans une crise sans précédent. Contre le Front national, les débris de la force vaincue s'agrégeront à la force victorieuse, sur le modèle de l'union des tenants du «oui» contre ceux du «non» lors du référendum de 2005 à propos de l'Europe. Comme cela s'esquisse dans plusieurs pays européens, et comme cela s'observe dans nombre de villes et départements français, où le Parti socialiste a pratiquement disparu, le clivage gauche-droite aurait alors vécu.

Comment définir le nouvel ordre démocratique?

En premier lieu comme un ordre cohérent et moderne, correspondant bien mieux aux différences d'intérêts sociaux et d'émotions partagées que ne le fait l'ordre électoral actuel. De fait, si l'abstention atteint des hauteurs vertigineuses, c'est d'abord parce que le clivage entre la gauche et la droite ne renvoie plus aux représentations dominantes parmi les électeurs. Ensuite, le nouvel ordre décrit est avant tout vertical, opposant les catégories populaires aux élites, au sens très large, perpendiculairement au clivage gauche-droite. Ce nouvel ordre démocratique oppose deux forces, l'une dominée par le Front national, sous un vocable quelconque, l'autre faisant la synthèse de ce qu'il y a de commun au libéralisme économique et culturel professé dans les partis de gouvernement à gauche ou à droite. Selon ce schéma, le rapport à l'Europe, à la mondialisation et à l'identité nationale est bien sûr décisif dans le reclassement des uns et des autres. Le contexte actuel de paupérisation et de désarroi favorise l'émergence de ce nouvel ordre démocratique. Il est déjà présent par fragments, dans l'opinion publique, dans les résultats électoraux, et sur les territoires locaux. Mais l'opportunité de sa concrétisation complète et nationale en est le scrutin présidentiel de 2017.

A Suivre...

La Presse en Revue